

F.S.U. 27 infos

11 Mars 2018

Informations à diffuser le plus largement possible SVP.

C'est dans le cadre de son programme « Action Publique 2022 » que le gouvernement entend mener une « concertation » afin de « moderniser » la Fonction Publique.

Trois objectifs sont désignés : améliorer la qualité du service, offrir un environnement de travail modernisé aux agents, accompagner la baisse de la dépense publique. C'est bien ce dernier point qui est la pierre angulaire du projet gouvernemental.

Où est la modernité quand le coup de rabot tient lieu de politique, quand l'obsession comptable et le dogme selon lequel le privé ferait mieux que le public sont la boussole des politiques menées ?

En effet, la volonté du gouvernement est limpide. Le 1^{er} ministre déclare « *notre volonté est de transformer en profondeur l'action publique, avec à la clef des missions qui évolueront : certaines seront maintenues, certaines fusionneront ou seront déléguées à des collectivités locales ou des entreprises, d'autres seront renforcées.* »

Depuis 10 mois, toutes les décisions prises sur la Fonction Publique et ses agents vont dans UNE direction : la régression ! Le 22 mars faisons entendre notre voix, comme nous y invite le gouvernement pour « un dialogue social plus fluide ».

Toutes et tous en grève.

Jour de carence : recul sanitaire !

Alors que les agents publics ne sont pas plus absents que les autres salariés, alors que la santé au travail est le cadet des soucis du gouvernement, celui-ci impose une mesure injuste et inefficace sous le fallacieux prétexte de l'égalité avec les salariés du privé...

Le programme de « transformation » de l'administration, « Action Publique 2022 » est doté de **700 MILLIONS** d'euros. Fichtre, direz-vous : l'Etat n'hésite pas et met le paquet. Tout est relatif... Ainsi la très récente loi de programmation militaire se monte, jusqu'en 2025, à une somme de **295 MILLIARDS** d'euros.

Tout est affaire de choix !

Emploi, pouvoir d'achat, statuts, métiers... **FONCTION PUBLIQUE EN DANGER**

JEUDI 22 MARS TOUS EN GREVE

avec la FSU, CFTC, CGC, CGT, FAFP, FO et Solidaires
pour une Fonction Publique garante de l'intérêt général

**Manifestation départementale
EVREUX 14h Bel Ebat**

« Le gouvernement améliore le pouvoir d'achat » **Gérald DARMANIN**, ministre de l'action et des comptes publics

Un ministre qui a visiblement du mal à faire les comptes.

Reprenons :

Parmi les premières décisions du gouvernement, la remise en cause de la parole de l'Etat avec le report des mesures contenues dans PPCR et retour du jour de carence.

A cela s'ajoute le retour au gel du point d'indice. Ainsi, le pouvoir d'achat de près de 5,5 millions de salariés est de nouveau amputé.

La hausse de la CSG n'est que partiellement compensée et remet en cause tout le financement de la protection sociale.

De fait « l'amélioration du pouvoir d'achat » n'est qu'un mensonge.

Et ce n'est pas le recours à la rémunération au « mérite » qui changera les choses, au contraire. Partant du principe qu'il y a toujours plus méritant, cette mesure se révèle n'être qu'un miroir aux alouettes. Avec ce système, le gouvernement non content de faire des économies, remet en cause l'unicité du point d'indice pour tous les agents : garantie d'équité.

« La France vit aujourd'hui au-dessus de ses moyens. Aucun chef d'entreprise, aucun ménage, ne dépenserait chaque mois 25 % de plus que ce qu'il gagne. C'est pourtant le cas de notre pays. Tous les efforts de maîtrise des dépenses publiques sont nécessaires, nous allons continuer à les faire. »

Gérald DARMANIN, toujours très...inspiré, reprend la vieille rengaine de la dépense publique vue uniquement comme un coût en occultant le fait qu'elle puisse être un investissement en l'avenir. Pas plus de questionnement, non plus, sur les...recettes publiques.

Et pourtant ! Il y aurait de quoi faire dans une France championne d'Europe de la rémunération du capital avec les dividendes qui ne cessent de progresser.

Il y aurait de quoi faire aussi, si le ministre s'intéressait à la fraude fiscale, à l'évasion fiscale : des sources de revenus pour l'Etat qui pourraient rapporter tout en faisant progresser la justice fiscale. Il est vrai que cela n'est pas la préoccupation première d'un gouvernement qui a supprimé l'Impôt Sur la Fortune (ISF)...

Le problème majeur n'est pas le manque d'argent public, mais bien le refus de se donner les moyens d'une véritable politique fiscale qui mette à contribution tous les revenus et toutes les richesses produites.



ATTENTION AUX PICKPOCKETS

ILS SONT AU GOUVERNEMENT
ILS AGISSENT DANS L'OMBRE
ILS NOUS FONT LES POCHES.

FONCTIONNAIRES, SI VOUS EN VOYEZ UN,
N'HÉSITEZ PAS À NOUS LE SIGNALER.

AVEC LA FSU, POUR LES SERVICES PUBLICS

A l'instar du premier ministre qui se dit vouloir «oser la réforme », la FSU relève le défi.

Elle ne laissera pas l'avenir de la Fonction publique se réduire à une peau de chagrin.

L'objectif pour la FSU est de partir des besoins afin de continuer à faire évoluer les services et non pas de se placer sous la contrainte budgétaire pour mener des débats aussi importants pour l'avenir de la société.

Il est nécessaire de continuer d'agir pour garantir la justice sociale, l'égalité d'accès aux droits, la cohésion des territoires et pour relever les défis économiques, sociaux, écologiques et technologiques...

Il convient de changer de paradigme: l'action publique ne peut pas être réduite au moins d'État, au moins d'investissement par les collectivités mais doit être interrogée du point de vue des conditions d'adaptabilité de la puissance publique pour répondre aux nouveaux enjeux à relever par notre société. Qu'il s'agisse d'Éducation, de santé, de transport, de logement...et de bien d'autres dépenses publiques il s'agit là d'investissements qui participent à la création des richesses dans notre pays, à son rayonnement, et non dans un gaspillage qu'il conviendrait sans cesse de dénoncer.

Repenser l'exercice des missions au service du public

La FSU poursuit son engagement pour défendre de meilleures conditions de travail et de rémunération pour tous les agents. Elle demande un plan de recrutement et de prérecrutement à la hauteur des besoins et continue de lutter contre la précarité dans la Fonction publique qui concerne un agent-e sur cinq soit près d'un million de personnes. Le manque de reconnaissance de l'engagement professionnel quotidien de 5,4 millions d'agent-es, de leurs missions et de leurs qualifications, de leurs besoins en formation...est non seulement un frein à la bonne marche des services mais c'est aussi préjudiciable à l'image de la Fonction publique comme à son attractivité.

Plan de départs volontaires

Le terme veut bien sûr faire un (triste) parallèle avec ce qui peut se passer dans les entreprises privées. L'objectif reste bien de supprimer 120.000 postes d'ici 2022. Pour cela, tous les moyens sont jugés « bons ». Déjà, dans le budget 2018, l'on voit clairement la marque de cette volonté destructrice avec la baisse des recrutements qui sera cause, demain, de manques dans les services et les établissements. Ne restera alors, « au mieux », que le recours aux contractuels : la boucle sera bouclée...

« Mieux avec moins » ?

La FSU alerte sur les conséquences des projets gouvernementaux avec de nouvelles dégradations dans l'accès aux droits fondamentaux des citoyens sur l'ensemble du territoire.

Comment afficher des objectifs de formation en annonçant la suppression de 120 000 postes dans la Fonction publique ? Comment réaliser l'égalité sur le territoire en s'attaquant en premier lieu à la fonction publique territoriale, en y supprimant 70 000 postes ? Bien des services sont déjà aujourd'hui exsangues et les agents soumis à des dégradations de leurs conditions de travail les empêchant parfois de mener leurs missions au mieux pour les usagers.

Pour mémoire...

-Salariés au SMIC : 11% dans le privé, 20% dans le public

-Salaire mensuel brut moyen après 15 ans d'exercice dans l'enseignement primaire :
France = 2.700 Euros,
Allemagne = 4.600 euros

-Nombre d'emplois publics pour 1000 habitants :
France = 90, Canada = 110

-Ecart de rémunérations femmes-hommes dans la fonction publique, à compétence et fonction égales = 13,3%

Le statut : s'il protège l'agent c'est pour lui garantir l'indépendance face aux pouvoirs locaux ou politiques et permettre ainsi à l'usager d'avoir une même qualité de service.



Donnez, vraiment, votre avis

Le gouvernement consulte les agents et usagers par un questionnaire duquel émerge la vision d'une Fonction Publique telle qu'il la rêve... C'est pourquoi la Convergence des Services Publics, avec la FSU et d'autres organisations, propose un questionnaire permettant de recueillir, réellement, l'opinion de chacun. Participez à cette initiative et faites-la connaître autour de vous :

www.convergence-sp.fr



Fédération Syndicale Unitaire 27

17 Ter, Rue de la Côte Blanche Evreux 02 32 39 09 54 fsu27@fsu.fr